

La gestion impérialiste de l'Afrique post-coloniale (II)

Le discours dominant donne à l'aide l'objectif de «réduire la pauvreté», en s'appuyant sur la «société civile», pour substituer une «bonne gouvernance» à une autre, jugée «mauvaise».

Le terme même de «pauvreté» relève d'un langage vieux comme le monde, celui de la charité (d'origine religieuse ou autre). Cette langue appartient au passé, non au présent, a fortiori à l'avenir. Il est antérieur à la constitution du langage développé par la pensée sociale moderne, qui cherche à être scientifique, c'est-à-dire à découvrir les mécanismes qui engendrent un phénomène observable et observé.

La masse gigantesque de la littérature sur la pauvreté porte son attention exclusive – ou presque – sur le «repérage» du phénomène et sa quantification (les critères de sa mesure, un ou deux dollars par jour, le volume des «pauvres» ainsi répertoriés). Elle ne pose pas les questions en amont: quels sont les mécanismes qui engendrent la pauvreté en question? Ont-ils quelques rapports avec les règles fondamentales (comme la compétition) qui constituent la base de nos systèmes? En particulier, pour

ce qui concerne les pays du Sud assistés, les stratégies et politiques de développement conçues pour eux.

La pauvreté, la société civile, la bonne gouvernance: la rhétorique pauvre du discours dominant de «l'aide»

Le discours sur la pauvreté rejoint alors celui du passé lointain, des temps où l'on considérait richesse et pauvreté comme des données «de la nature», où la question de transformer celle-ci (c'est-à-dire la société) n'était pas posée. Le ralliement de la Banque Mondiale, de l'OCDE, du CAD, et des Agences de coopération Internationale à cette langue constitue, non un progrès de la pensée, mais une illustration de sa misère, de sa démission.

Le concept de «société civile», même pris au sérieux (sans parler donc de son usage à tord et à travers), s'érige-t-il à la hauteur de ce qu'un concept doit être pour tenter sa chance et mériter d'entrer dans le débat sérieux à vocation scientifique?

Telle qu'elle nous est proposée, la «société civile» en question est associée à une idéologie du consensus. Double consensus: (i)

Qu'il n'y a pas d'alternative à «l'économie de marché» (expression elle-même vulgaire pour servir de substitut à l'analyse du «capitalisme réellement existant», d'hier et d'aujourd'hui); (ii) qu'il n'y a pas d'alternative à la démocratie représentative fondée sur le multipartisme électoral (conçue comme «la démocratie»), pour servir de substitut à la conception d'une démocratisation de la société, étant elle-même un processus sans fin.

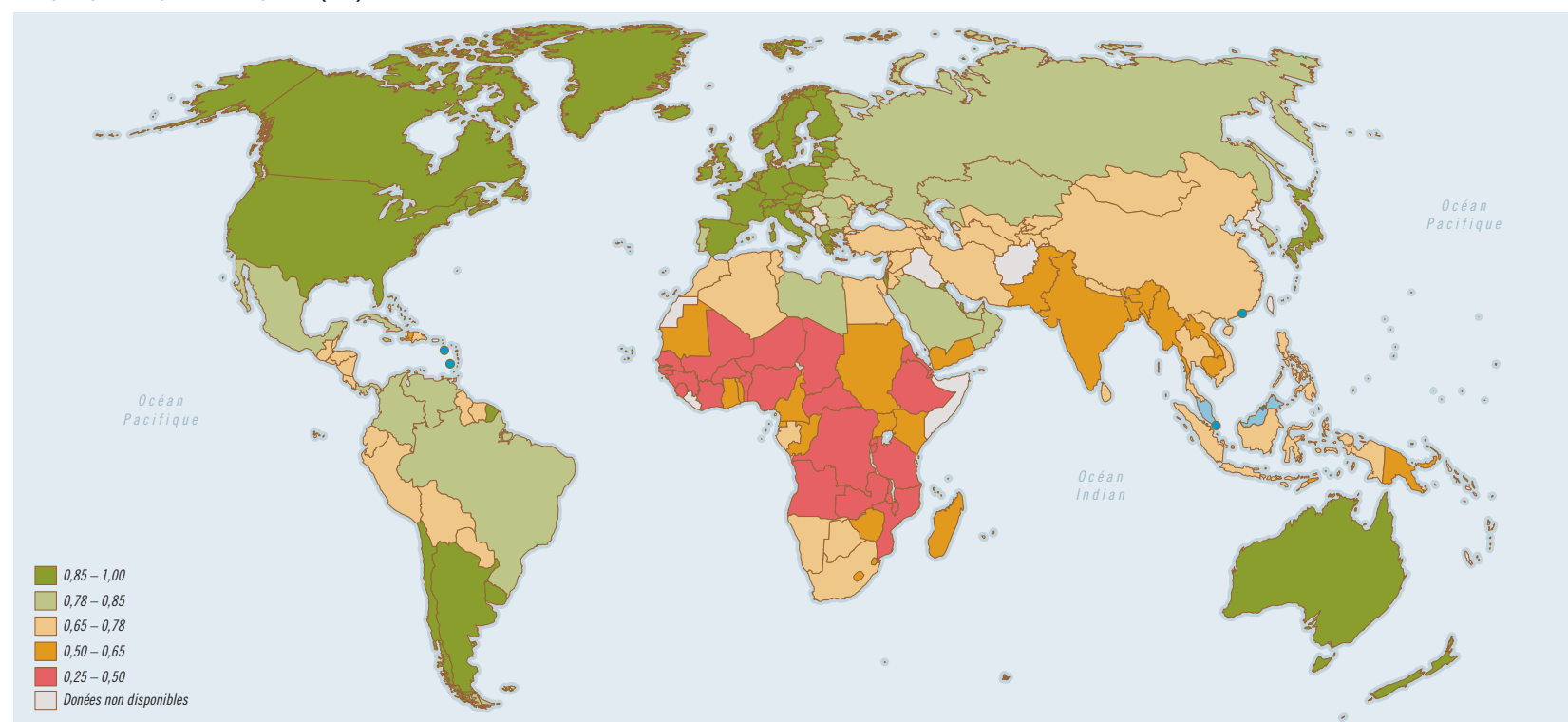
La société civile est alors l'ensemble des assemblées de voisinage, de «communautés» (le concept est indissociable de l'adhésion à l'idéologie «communautariste»), «d'intérêts» locaux (l'école, l'hôpital, les espaces verts), eux-mêmes donc indissociables de pans d'idéologies émiettées, séparées les unes des autres (le «genre» compris dans ce sens élargi, le respect de la nature, également institué en objectif séparable des autres). Cette idéologie, qui nous vient d'Outre-Atlantique, n'est pas celle des cultures politiques façonnées par l'histoire. Par delà leurs différences, modestes ou considérables selon les cas, ces cultures politiques sont celles du conflit reconnu des intérêts sociaux, donnant entre autres un sens aux

termes de «droite» et «gauche», attribuant à la démocratie créatrice le droit et le pouvoir d'imaginer des alternatives et non exclusivement des «alternances» dans l'exercice du pouvoir (changer les noms pour faire la même chose).

Le concept de société civile correspondant aux cultures politiques du conflit (attention, le terme n'est pas nécessairement affublé du qualificatif de «violent») restitue toute leur place aux organisations de lutte: des travailleurs (syndicats), des paysans, des femmes, des citoyens. Il intègre et n'exclut donc pas les partis politiques du mouvement, réformateurs ou dits «révolutionnaires». A leur place le discours à la mode donne la prééminence aux «ONG». Cette option est indissociable d'un autre pan de l'idéologie dominante, qui voit dans «l'Etat» l'adversaire par nature de la liberté. Dans les conditions de notre monde réel cette idéologie revient à légitimer «la jungle des affaires», comme la crise financière en cours l'illustre.

La «gouvernance» a été inventée comme substitut au «pouvoir». L'opposition entre ses deux qualificatifs – bonne ou mauvaise gouvernance – rappelle le manichéisme et le moralisme, substitué à l'analyse de la réa-

INDICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)



Source: Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Adapté de: <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/idh2005>

lité, aussi scientifique que possible. Encore une fois cette mode nous vient de la société d'outre-Atlantique, où le sermon a souvent dominé le discours politique.

La «bonne gouvernance» implique que le «décideur» soit «juste», «objectif» (retienne la «meilleure solution»), «neutre» (acceptant la présentation symétrique des arguments), et par-dessus tout «honnête» (y compris bien entendu au sens le plus platement financier du terme). A lire la littérature produite par la Banque Mondiale sur le sujet, on se découvre relire les doléances présentées – en général par des hommes (peu de femmes!) de religion et/ou de droit – dans les temps anciens de l'Orient au «despote juste» (pas même éclairé !). Le sermon est complété par une litanie interminable de procédures para-techniques destinées, selon leurs auteurs, à «garantir» la mise en œuvre de la bonne gouvernance en question.

L'idéologie visible sous-jacente s'emploie tout simplement à évacuer la question véritable: quels intérêts sociaux le pouvoir en place, quel qu'il soit, représente et défend? Comment faire avancer la transformation du pouvoir pour qu'il devienne progressivement l'instrument des majorités, en particulier des victimes du système tel qu'il est? Etant entendu que la recette électorale pluripartite a prouvé ses limites de ce point de vue.

Aide, géo-économie, géopolitique et géostratégie

Les politiques d'aide, le choix des bénéficiaires, des formes d'intervention, leurs objectifs immédiats apparents sont indissociables des objectifs géopolitiques.

L'Afrique sub-saharienne est parfaitement intégrée dans ce système global, et en aucune manière «marginalisée» comme on le dit hélas, sans réfléchir, trop souvent. Je renvoie ici à mon papier (sur le sujet, voir liste des références): le commerce extérieur de la région représente 45 % de son PIB, contre 30 % pour l'Asie et l'Amérique latine, 15 % pour chacune des trois régions constitutives de la triade. L'Afrique est donc quantitativement «plus» et non «moins» intégrée, mais elle l'est différemment.

La géo-économie de la région repose sur deux ensembles de productions déterminantes dans le façonnement de ses structures et la définition de sa place dans le système global: (i) Des productions agricoles d'exportation «tropicales»: café, cacao, coton, arachides, fruits, huile de palme, etc. (ii) Les hydrocarbures et des productions minières: cuivre, or, métaux rares, diamant, etc. Les premiers sont les moyens de «survie», au-delà de la production vivrière destinée à l'auto-consommation des paysans, qui financent la greffe de l'Etat sur l'économie locale et, à partir des dépenses publiques, la reproduction des «classes moyennes». Ces productions intéressent plus les classes dirigeantes locales que les économies dominantes. Par contre, ce qui intéresse au plus haut point ces dernières ce sont les produits des ressources naturelles du continent. Aujourd'hui les hydrocarbures et les minerais rares. Demain les réserves pour le développement des agro-carburants, le soleil (lorsque le transport à longue distance de l'électricité solaire le permettra, dans quelques décennies), l'eau (lorsque son «exportation» directe ou indirecte le permettra).

La course aux territoires ruraux destinés à être convertis à l'expansion des agro-carburants est engagée en Amérique latine. L'Afrique offre, sur ce plan, de gigantesques possibilités. Madagascar a amorcé le mouvement et déjà concédé des superficies importantes de l'Ouest du pays. La mise en œuvre du code rural congolais (2008), inspiré par la coopération belge et la FAO, permettra sans doute à l'agri-business de s'emparer à grande échelle de sols agraires pour les «mettre en valeur», comme le Code Minier avait permis naguère le pillage des ressources minérales de la colonie. Les paysans, inutiles, en feront les frais; la misère aggravée qui les attend intéressera peut être l'aide humanitaire de demain et des programmes «d'aide» pour la réduction de la pauvreté !

La nouvelle phase de l'histoire qui s'ouvre est caractérisée par l'aiguïsement des conflits pour l'accès aux ressources naturelles de la planète. La triade entend se réserver l'accès exclusif à cette Afrique «utile» (celle

des réserves de ressources naturelles), et en interdire l'accès aux «pays émergents» dont les besoins sur ce plan sont déjà considérables et le seront de plus en plus. La garantie de cet accès exclusif passe par le contrôle politique et la réduction des Etats africains au statut d'«Etats clients».

Le cas du Niger illustre à la perfection l'articulation ressources minérales stratégiques (l'uranium) / aide «indispensable» / maintien du pays dans le statut d'Etat client. Il pourrait paraître curieux que le Niger soit toujours dépendant à l'extrême de l'aide. Une augmentation de la rente minière, voire la nationalisation des mines sont-elles «impossibles»? D'autant que le Niger n'est pas un «producteur marginal» dans ce domaine. Les diplomates de la triade le savent, le disent (à mots couverts, évitant la publicité), et le craignent (la situation géographique du Niger en constitue un motif supplémentaire). C'est pourquoi l'arme de la «rébellion touareg» est mobilisée ici, avec cynisme. En fragilisant par ce moyen le pouvoir de Niamey on facilite sa soumission. Le conflit autour des concessions, jadis monopole exclusif de la France, révèle la réalité de la menace (par l'entrée en lice de la Chine). Il s'est soldé, pour le moment, par le triomphe d'AREVA et de ses associés. Croit-on que dans les «négociations» diplomatiques qui ont préparé ce triomphe, les armes de l'aide et de la rébellion touareg puissent avoir été «oubliées» par les uns et les autres?

D'une certaine manière donc il n'est pas abusif de considérer que l'objectif de l'aide est de «corrompre» les classes dirigeantes. Au-delà des ponctions financières (bien connues hélas, et pour lesquelles ont fait semblant de croire que les donateurs n'y sont pour rien !), l'aide devenue «indispensable» (puisqu'elle devient une source importante de financement des budgets) remplit cette fonction politique. Il est alors important que cette aide ne soit pas réservée exclusivement et intégralement aux classes aux postes de commande, au «gouvernement». Il faut aussi qu'elle intéresse également les «oppositions» capables de leur succéder. Le rôle de la société dite civile et de certaines ONG trouve sa place ici.

L'aide en question, pour être réellement politiquement efficace, doit également contribuer à maintenir l'insertion des paysans dans ce système global, cette insertion alimentant l'autre source des revenus de l'Etat. L'aide doit donc également s'intéresser au progrès de la «modernisation» des cultures d'exportation. Comme elle doit également faciliter l'accès aux biens communs (éducation, santé, logement) des classes moyennes et de fractions (urbaines principalement) des classes populaires. Le fonctionnement politique de l'Etat client en dépend dans une bonne mesure. ■

Lectures complémentaires

- AMIN, Samir — *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Minuit 1971 ; Le Niger pp 161-167.
TANDON, Yash — *Ending Aid Dependence*, South Centre, Genève 2008.
AMIN, Samir — *The Millennium Development Goals*, Monthly Review, March 2006.
ORWELL, Georges — 1984.
AMIN, Samir — *L'Afrique dans le système mondial*, Site Web FTM; publié en Anglais, Helen Lauer (ed), History and Philosophy of Science, Hope Public, Ibadan 2003.
BEDNIK, Anna — *Bataille pour l'Uranium au Niger*, Le Monde diplomatique, Juin 2008.
AMIN, Samir et FOUNOU-TCHUIGOUA, Bernard — *Les régionalisations, quelles régionalisations?* Site Web FTM; partiellement in S. Amin et alii, Afrique, exclusion programmée ou Renaissance, Maisonneuve et Larose, 2005, pp. 129 et suiv.
NDIAYE, Abdourahmane — *L'avenir des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest, critique des travaux du Club du Sabel*, Site Web FTM.
BERTHELOT, Jacques — Site Web.
(i) OMC et Sud.
(ii) La question agricole.
(iii) Démêler le vrai et le faux dans la flambée des prix agricoles.
(iv) Cinq bonnes raisons pour ne pas signer l'APE-AO.
BORIS, Jean Pierre — *Le roman noir des matières premières*, Pluriel, 2005.
AMIN, Samir — *L'Éveil du Sud*; Le Temps des Cerises, Paris 2008.
AMIN, Samir — *La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise* (ed Le Temps des Cerises, Paris 2009).
AMIN, Samir — Esclavage, marché, capitalisme, le lien oublié.
ZITA, Langa — Is South Africa the weakest link in the imperialist chain?
FOUNOU, Bernard — Nepad, nouveau partenariat ou nouvelle phase de l'ajustement structurel?
SHIVJI, Issa — Pan africanism or Imperialism?
MARAI, Hein — Reinforcing the Mould.
NDIAYE, Abdourahmane — Les avènements des sociétés paysannes en Afrique de l'Ouest.
MAFEJE, Archie — The Agrarian Question, Access to Land and Peasant Responses in Sub Saharan Africa.
MOYO, Sam — Land in the Political Economy of African Development: Alternative strategies.
AMIN, Samir — Desirable land tenure reforms in Africa and Asia.
AMIN, Samir — Aid for Development; Fahamu Books.
FOUBOU, Bernard — Afrique de l'Ouest : l'illusion de la sécurité humaine par l'émigration.